

RÉUNION DES CADRES DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

Zaâlane zappe la question sur Haddad

Sollicité lors du point de presse qu'il avait animé pendant le regroupement national des cadres de son secteur, le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane, a éludé la question sur un sujet qui fait, depuis plusieurs jours, l'essentiel de l'actualité, enflammant par ailleurs les médias nationaux et poussant certains hommes politiques à sortir de la léthargie estivale pour donner leurs avis, parfois acerbes, sur ce dossier.

Il s'agit de la vive polémique qui a mis en confrontation des instances déconcentrées du département que dirige Zaâlane, lesquelles, il est évident, ont agi sur commande pour adresser des tirs groupés sous forme de sévères mises en demeure adressées au Groupe ETRHB de Ali Haddad, accusé de retard de réalisation de grands projets dans le secteur des travaux publics. Ce dernier a répondu, rappelons-le, par des mises au point dans des placards publicitaires.

A une première question générale sur le dossier, le ministre a affirmé que cette démarche (mise en demeure) est légale et s'exerce dans le monde entier. Le ministre rappellera, en outre, que 52 mises en demeure ont été adressées par des entités du secteur à des entreprises publiques nationales, privées nationales ou étrangères sans, toutefois, préciser la période ni les motifs. Nous revenons avec insistance à la charge en précisant au ministre que le P-dg de l'ETRHB a répondu aux mises en demeure rejetant les griefs contenus dans les mises en demeure en disant clairement que les retards sont dus «à des contraintes d'emprises,

d'intempéries et d'approbations d'avenants». En clair, au maître de l'ouvrage qui est l'Etat ou son représentant.

De plus, Ali Haddad réclame le paiement de la somme de 12,3 milliards de dinars représentant les factures en souffrance au niveau des entreprises sous tutelle de son ministère ou les directions des TP de certaines wilayas. Zaâlane a zappé la question.

Les routes, une priorité et 16 000 km pour la sécurité des frontières

Le ministre entame son intervention devant les cadres des TP et des transports, qui assistent au premier regroupement sous la même chapelle ministérielle, en soulignant l'importance stratégique des travaux publics et des transports pour un pays qui veut structurer son territoire.

Faisant un peu l'inventaire sommaire du pays en matière de grandes infrastructures, le ministre a affirmé que notre pays dispose de 126 000 km de routes, 1 200 km d'autoroute, 48 ports, 36 aéroports et 4 000 km de rails dont 560 km sont en double voie. Il relève néanmoins que c'est par le biais de la route que l'essentiel



Abdelghani Zaâlane, ministre des Travaux publics.

du transport s'effectue en Algérie. «Le programme du gouvernement accorde une priorité extrême aux routes notamment celles prévues dans les Hauts-Plateaux et le Grand-Sud qui recèlent de grandes potentialités de développement.»

Selon le ministre, 4 000 km de routes et 750 km d'autoroutes sont en cours de réalisation. «Ces réalisations renforceront l'intégration et la complémentarité du tissu routier national. Ces nouvelles infrastructures faciliteront les accès aux populations enclavées, aux grands axes routiers, notamment les RN1, 3, 6 et participeront à l'ouverture sur l'Afrique», dira-t-il.

S'agissant d'aménagements d'infrastructures routières aux alentours des frontières pour participer à la sécurisation de ces régions extrêmement sensibles, Zaâlane annonce qu'un programme est en cours de réalisation. Il s'agit d'un programme comprenant 16 000 km de routes dont 9 000 km seront bitumés. Selon lui, 9 400 km dont 2 000 km bitumés sont ouverts à la circulation. S'agissant de transport de voyageurs par route, 64 gares routières sont en cours de réalisation.

Dans le domaine des activités ferroviaires, le ministre ambitionne de faire, d'ici 2020, le transport par rail un moyen privilégié pour le transfert de voyageurs et marchandises. Il veut que la SNTF arrive à transporter, à l'horizon 2020, 125 millions de voyageurs

et 58 millions de tonnes de marchandises. Ces chiffres seront, d'après Zaâlane, portés, en 2040, à 420 millions de voyageurs et 266 millions de tonnes de marchandises. Pour ce faire, il est question d'un processus de restructuration de cette société lui permettant de maîtriser davantage le métier du rail.

Dans ce domaine du rail, le programme du ministre fait état de la réalisation de 2 890 km de rails répartis en 44 projets. De ces 2 890 km, 574 sont concernés par des travaux de rénovation. Questionné sur le projet du port de Cherchell qui a également soulevé une autre polémique au sujet de la participation controversée de deux entrepreneurs algériens, dont Ali Haddad, à ce projet, le ministre renvoie son auditoire aux déclarations du Premier ministre Abdelmadjid Tebboune devant les députés sur ce dossier et d'ajouter : «Le gouvernement tient à ce projet qui sera un port de transit qui ouvre des perspectives de transport de marchandises aussi bien pour l'Afrique que pour la Méditerranée.»

Le ministère des Travaux publics et des Transports a un programme ambitieux. Or, tout le monde sait que les infrastructures utiles au transport en général coûtent très cher.

Par ailleurs, des autorités locales se plaignent du gel ou de l'annulation de projets. «Sachant que votre ministère va réaliser ce programme alors que le pays traverse une crise financière, qu'en est-il en cas d'indisponibilité des enveloppes financières ?» C'était la question adressée au ministre. Aucune réponse.

Abachi L.

UNIVERSITÉS PRIVÉES

Seuls trois établissements seront agréés

Le secteur de l'enseignement supérieur se renforcera, prochainement, par la création de trois établissements privés de formation supérieure. Un chiffre qui démontre le manque d'engouement pour ce créneau.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - La création d'établissements privés assurant exclusivement des formations supérieures dans tous les domaines, à l'exclusion des sciences médicales, n'a pas apparemment suscité un grand intérêt chez les investisseurs. Depuis la mise au point du cahier des charges en mars dernier, seules trente personnes l'ont retiré et six demandes ont été déposées. C'est ce qu'a affirmé le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, hier, en marge de la Conférence nationale des universités, tenue à la Faculté de médecine à Alger.

D'ailleurs, poursuit-il, «sur les six demandes exprimées, trois seulement seront probablement agréées».

Se montrant lui-même moins ambitieux, le ministre précise que la capacité d'accueil des trois établissements privés de formation supérieure réunis ne dépassera pas les mille étudiants. «Ne pen-

sez pas que ces établissements vont régler le problème de surcharge dans les universités ou celui de la qualité de l'enseignement supérieur», dit-il encore.

Tahar Hadjar a évoqué, par ailleurs, la refonte des sciences médicales. Selon lui, elle s'impose d'elle-même depuis des années, puisque jusqu'à aujourd'hui, seules des «améliorations» ont été apportées à cette spécialité. «Les sciences médicales n'ont jamais connu de réformes profondes. Pourtant, elles ont beaucoup changé dans le contenu du programme et la façon de les enseigner. Aujourd'hui, les pathologies qui touchent la population ont changé et ne sont plus les mêmes que celles des années 1970. Des maladies ont disparu et d'autres sont apparues, l'espérance de vie s'est allongée, et l'apparition des maladies de gérontologie et autres maladies chroniques font qu'il faut suivre ce qui se passe dans le monde», explique-t-il.

Le dossier des réformes du secteur de l'enseignement supérieur comprend aussi la révision des conditions d'accès aux Ecoles nationales supérieures. L'opération qui vise à «améliorer la formation des formateurs dans les cycles primaire, moyen et secondaire» se fera en collaboration avec le ministère de l'Education nationale.

S'agissant des nouveaux bacheliers, le ministre de l'Enseignement supérieur rappelle que le nombre de vœux aux préinscriptions des titulaires du bac a été réduit. Il est passé de six choix à quatre choix, comportant au moins une formation dans le système LMD.

Il a également indiqué que des moyennes nationales fixes ont été établies pour accéder à nombre de filières, notamment la littérature arabe, les sciences économiques et commerciales, les sciences de gestion et le droit.

Quant à la rentrée universitaire 2017/2018, il souligne que pas moins de 1 650 000 étudiants sont attendus, et plus de 80 000 places pédagogiques et 49 000 lits renforceront le secteur.

Ry. N.

FAÏZ SARRAJ :

«Ma visite en Algérie vise à faire le point sur les derniers développements de la situation en Libye»

Le Président du Conseil présidentiel du Gouvernement d'entente nationale de Libye, Faïz Sarraj, a indiqué samedi que la visite de travail qu'il effectue en Algérie vise à faire le point sur les derniers développements de la situation en Libye.

Dans une déclaration à la presse après son arrivée à l'aéroport Houari-Boumediène, M. Sarraj a affirmé que cette visite «s'inscrit dans le cadre des consultations régulières et de la coordination avec les autorités algériennes au sujet de la question libyenne», ajoutant qu'elle sera l'occasion de «faire le point sur les derniers développements de la situation en Libye».

Les consultations avec les responsables algériens visent «à œuvrer pour la stabilité et la sécurité de la Libye et de l'Algérie en tant que prolongement les uns des autres».

M. Sarraj a été accueilli à son arrivée à l'aéroport d'Alger par le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune.

Cette nouvelle visite de M. Sarraj à Alger s'inscrit dans le cadre de «la concertation permanente et des consultations régulières entre les deux pays et permettra de faire le point sur les récents efforts fournis en vue de l'accélération de la mise en œuvre du processus de règlement de la crise qui affecte ce pays frère et voisin, issu de l'Accord politique du 17 décembre 2015».

Le séjour de M. Sarraj à Alger sera une opportunité «de réitérer la position constante de soutien de l'Algérie à la dynamique de paix initiée sous l'égide de l'ONU dans ce pays, fondée sur la solution politique, le dialogue inclusif et la réconciliation nationale dans le cadre du respect de sa souveraineté nationale et loin de toute ingérence dans ses affaires intérieures».

APS